

SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

LES COMPTES DE LA NATION EN 2007

N°2011-01 MARS 2011

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Un ralentissement du rythme de la croissance de l'activité économique et une baisse des prix

L'activité économique du Burkina en 2007 s'est déroulée dans un environnement international soutenu par les pays émergents, dont le dynamisme a compensé le ralentissement de la croissance économique au sein des pays industrialisés. Durant l'année 2007, le ralentissement dans les pays industrialisés est lié à l'impact défavorable de la hausse des cours du pétrole et la montée des incertitudes liées à la crise des crédits immobiliers à risque survenue aux Etats-Unis.

Les cours de la plupart des matières premières agricoles se sont inscrits en hausse en glissement annuel en fin d'année 2007. Les ten-

sions inflationnistes sont globalement apparues modérées en 2007. Ainsi, le taux d'inflation est resté stable (2,1%) dans la zone Euro.

La croissance économique ralentit en 2007 et s'établit à 3,0% dans la zone UE-MOA, contre 3,1% en 2006 en raison notamment des difficultés dans certaines filières agricoles, l'envolée des prix des produits pétroliers. Quant à l'inflation, elle est ressortie à la hausse de 2,4% contre 2,3% en 2006.

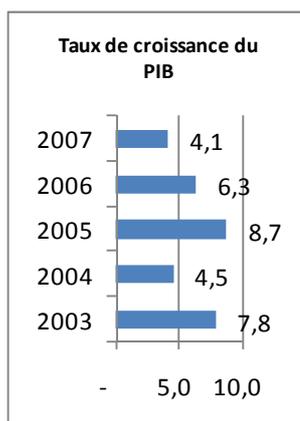
L'économie nationale enregistre en 2007 une croissance du PIB de 4,1%, en décélération cependant par rapport au niveau de 6,3% atteint en 2006. Cette évolution est essentiellement expliquée par les performances des secteurs se-

des activités de transports, des télécommunications et du commerce.

Du côté de la demande, la consommation finale représentant 92,2% du PIB est le principal moteur de la croissance avec une contribution de 2,7 points. Quant à l'investissement, sa contribution à la croissance s'établit à 1,8 point, en raison des investissements publics importants

réalisés par l'Etat (+20,3%).

L'inflation en 2007 ressort en baisse à -0,3% contre 2,4% en 2006. L'année 2007 enregistre ainsi un recul du niveau général des prix contrairement à la période précédente en raison, principalement, de la baisse des prix des produits alimentaires et d'une



conculaire et tertiaire ; quant au secteur primaire, sa croissance s'est ralentie en raison de la baisse de la production du coton.

Du côté de l'offre, la bonne performance du secteur secondaire (+8,2%) est liée au regain d'activités au niveau des industries extractives et des autres industries manufacturières. Quant au secteur tertiaire, la croissance de 6,5% s'explique par la bonne tenue

relative stabilité des prix des carburants et lubrifiants.

Par ailleurs, le pouvoir d'achat des ménages qui est la capacité d'achat que leur permet l'intégralité de leurs revenus ralentit en 2007 et s'établit à 1,8% contre 2,7% en 2006. Les évolutions de cet indicateur sont égales aux varia-

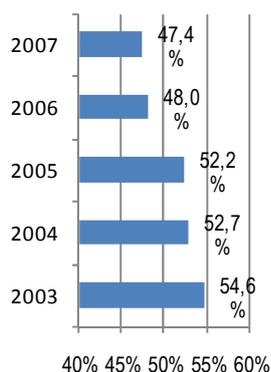
SOMMAIRE :

- *L'économie nationale enregistre en 2007 une croissance du PIB de 4,1%, en décélération cependant par rapport au niveau de 6,3% atteint en 2006.*
- *Cette évolution est essentiellement expliquée par les performances des secteurs secondaire et tertiaire ; quant au secteur primaire, sa croissance s'est ralentie en raison de la baisse de la production du coton.*
- *L'inflation en 2007 ressort en baisse à -0,3% contre 2,4% en 2006.*

DANS CE NUMÉRO :

L'OFFRE	2
LA DEMANDE	3-5
LES PRIX	6
LE POUVOIR D'ACHAT	7
LES APU	7

Poids de l'informel dans le PIB réel



« L'ÉCONOMIE
NATIONALE SE
FORMALISE AU
FIL DES ANNÉES »

tions des revenus en valeur nominale corrigées des effets de l'inflation. Le taux d'épargne en 2007 reste relativement stable par rapport à l'année précédente.

Le taux de marge des sociétés non financières se réduit en perdant 1,5 point en 2007 comparativement à l'année précédente.

La situation des administrations publiques se dégrade en raison d'une forte évolution des dépenses publiques de 14,6%, plus élevée que l'augmentation des recettes totales de 11,2%. Globalement, le déficit public rapporté au PIB ressort à 4% contre un excédent de 19,4% en 2006 (prise en compte de la remise de det-

tes).

Vis-à-vis de l'extérieur, la balance commerciale reste déficitaire en 2007, en détérioration par rapport au niveau atteint l'année précédente. Cette dégradation est due aux effets conjugués de la contraction des exportations et de la progression des importations.

ÉVOLUTION GLOBALE DE L'OFFRE

Ralentissement de la croissance économique Burkinabé

L'économie Burkinabé croit de 4,1% en 2007 contre 6,3% en 2006. Ce repli s'explique par une décélération de la croissance du secteur tertiaire conjugué à un recul

du secteur primaire. En outre, le secteur secondaire connaît une croissance meilleure à celle de l'année précédente.

En termes de structure du produit intérieur brut, le secteur tertiaire occupe toujours une place prépondé-

rante. Il représente 45,9% de la valeur ajoutée totale suivi du secteur primaire qui représente 26,3 %, en baisse tendancielle ces trois dernières années. Le secteur secondaire continue de prendre de l'ampleur mais dans une moindre mesure.

	Evolution en volume au prix constant de 1999			2007		
	2005	2006	2007	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant -99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
Secteur primaire	10,2	3,4	-3,7	971,5	748,1	-1,1
<i>Agriculture</i>	14,0	4,7	-13,3	493,1	373,0	-2,1
Agriculture vivrière	9,4	3,7	-5,5	391,1	295,6	-0,6
Agriculture de rente	29,1	7,5	-34,0	102,0	77,4	-1,5
<i>Elevage</i>	6,9	0,4	7,1	372,9	286,1	0,7
Sylviculture, Pêche et Chasse	3,0	7,6	11,8	105,4	89,0	0,3
Secteur secondaire	2,6	6,2	8,2	557,6	575,0	1,6
Extraction	5,9	-16,0	30,2	15,2	13,9	0,1
Industrie manufacturière	2,2	2,5	8,7	328,2	345,9	1,0
Industries textiles	-3,0	0,5	-33,8	13,1	11,9	-0,2
Autres industries manufacturières	2,5	2,7	11,3	315,2	334,0	1,2
Energie (Electricité, Gaz, eau)	0,3	3,7	1,3	35,3	41,2	0,0
BTP	3,9	17,2	7,3	178,8	174,0	0,4
Secteur tertiaire	7,9	12,3	6,5	1 437,5	1 305,8	2,9
Services marchands	9,4	12,6	9,0	762,2	720,9	2,2
<i>Transports</i>	-35,5	27,2	49,3	59,9	37,5	0,5
<i>Postes et télécommunications</i>	19,0	8,9	21,4	112,0	123,9	0,8
<i>Commerce</i>	11,1	6,5	10,5	358,6	317,2	1,1
<i>Banques et assurances</i>	40,6	6,7	3,4	59,8	63,1	0,1
<i>Autres services marchands</i>	2,0	26,6	-3,8	171,9	179,1	-0,3
Services non marchands	8,0	11,9	4,0	723,3	628,2	0,9
<i>Administrations publiques et ISBL</i>	8,5	13,5	4,2	652,0	561,8	0,8
<i>Autres services non marchands</i>	4,2	0,4	2,9	71,3	66,4	0,1
SIFIM	40,1	12,2	10,0	-48,1	-43,4	-0,1
Impôts et taxes	22,8	-13,2	9,1	271,3	217,7	0,7
PIB	8,7	6,3	4,1	3 237,8	2 846,6	4,1

Source : INSD, Comptes nationaux, base 1999

EVOLUTION SECTORIELLE DE L'OFFRE

Les mauvaises performances du secteur primaire

En 2007, le secteur primaire recule de 3,7% contre une hausse de 3,4% l'année précédente en raison de la baisse drastique de la valeur ajoutée agricole de 13,3%. L'installation tardive des pluies, des inondations dans certaines régions, la diminution des superficies emblavées pour la culture du coton ainsi que la réduction de

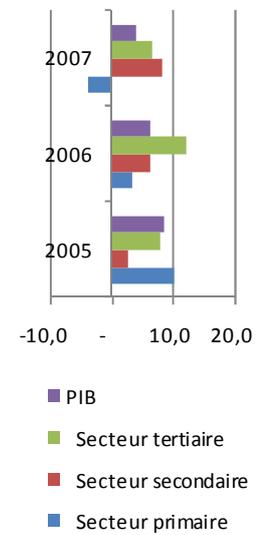
20 francs CFA du prix d'achat au producteur du kilogramme de coton graine ont contribué à baisser la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière de 5,5% et celle de l'agriculture de rente de 34%. En somme le secteur agricole contribue à baisser la croissance de 2,1 points.

L'accélération de la croissance du secteur secondaire

2007. Ce secteur conserve son rôle de leader de la croissance économique en y contribuant pour 2,9 points. Cette situation résulte de plusieurs facteurs parmi lesquels la poursuite du boom de la téléphonie mobile grâce à la redynamisation de l'activité des opérateurs privés malgré les difficultés connues par les opérateurs publics, la reprise des activités de transport ferroviaire (accélération de la croissance

La valeur ajoutée du secteur secondaire augmente fortement de 8,2% par rapport à l'année précédente où elle avait progressé de 6,2%. Cette performance a été possible grâce aux chantiers entrepris dans le secteur des bâtiments et travaux publics (Echangeur, construction résidentielle), à la reprise de l'exploitation aurifère et à la bonne tenue des autres industries manufacturières.

Taux de croissance du PIB par secteur d'activité



Ainsi, l'extraction progresse de 30%, le BTP de 7% et les autres industries manufacturières de 11%. La contribution à la croissance de l'ensemble du secteur secondaire est de 1,6% en légère hausse par rapport à 2006 (1,2%).

La décélération de la croissance du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire, après une croissance exceptionnelle de 12,3% l'année précédente, progresse de 6,5% en

du trafic marchandise et passager) et aérien mais aussi le développement du commerce. Ainsi, le secteur transport double pratiquement sa valeur ajoutée, la téléphonie croit de 21% et le commerce progresse de 10%. Par contre, la valeur ajoutée des autres services marchands recule de 3,8 % après une croissance glorieuse de 27% l'année précédente.

LA VALEUR AJOUTÉE DU SECTEUR SECONDAIRE AUGMENTE FORTEMENT DE 8,2% PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE OÙ ELLE AVAIT PROGRESSÉ DE 6,2%. »

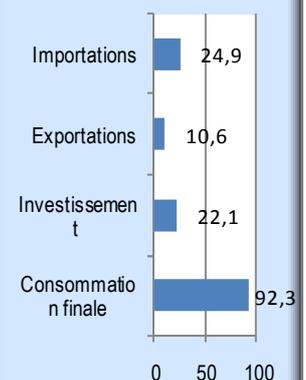
EVOLUTION DE LA DEMANDE

La demande intérieure demeure le poumon de la croissance de l'économie nationale en 2007, sous l'effet de la consommation finale qui représente 92,2% du PIB. Les investissements connaissent une meilleure évolution en comparaison à l'année 2006.

En effet, leur contribution est passée d'une valeur quasiment nulle en 2006 à 1,8 point en 2007 et s'explique par une poursuite des investissements dans la construction des infrastructures publiques. Le solde des échanges avec l'extérieur a eu une contribution à la croissance du PIB négative (-0,3

point) après une situation exceptionnelle en 2006 (contribution positive de 1,6 point). Le solde négatif s'explique par la faible croissance des exportations de coton et la forte progression des importations de biens d'équipement.

Structure des emplois du PIB



LA CONSOMMATION FINALE

En 2007, la demande intérieure reste le principal facteur de croissance (3,9% contre 4% un an plus tôt) notamment la consommation finale qui représente sa principale composante (80,7%). La forte croissance des investissements publics (20,7%) permet une contribution de 1,8 point des investissements à la croissance.

La croissance économique reste soutenue par la consommation finale en 2007

En 2007, la croissance est tirée par la consommation finale malgré un recul de 2 points de sa contribution à la croissance du PIB (2,7 point contre 4,7 en 2006). Cette baisse est en rapport avec le recul simultané des consom-

mations finales privé et publique. La situation de la consommation privée s'explique par une baisse des revenus des ménages liée à la mauvaise campagne agricole 2007/2008. Quant à la consommation publique, sa faible contribution par rapport à 2006 est liée aux dépenses élevées en faveur des secteurs sociaux.

La consommation finale des ménages poursuit son hégémonie

La consommation finale connaît sa plus faible évolution en 2007 par rapport à celle enregistrée sur la période de 1999-2006. En effet, elle connaît une hausse en volume de l'ordre de 3% en 2007 contre une évolution moyenne de 5% sur la période de 1999-2006.

La composante privée de la consommation finale demeure le poste le plus important de la dépense totale de consommation finale. Son

poids en 2007 est de 74%. Elle connaît par ailleurs une croissance en volume de 1,8% contre un taux d'évolution de 2,6% en 2006. Quant à la consommation finale des administrations publiques, elle progresse de 6,2% en 2007 contre 13,2% en 2006. La répartition des dépenses de consommation des ménages par ordre d'importance restent quasiment inchangés par rapport à 2006. Les ménages affectent dans l'ordre leur revenu aux dépenses alimentaires (52,3%), à l'acquisition des biens durables (10,7%), à

l'énergie (7,4%), aux services de logement (4,9%), et hôtellerie et restauration (4,6%) ; La part des dépenses de communication poursuit sa hausse enclenché depuis 2005 et atteint 3,7% du budget des ménages du fait de la baisse des coûts de communication et l'expansion du marché de la téléphonie mobile et de l'internet.

La consommation finale des administrations publiques augmente en volume de 20,3% en 2007 (13,2% en 2006 et 8,6% en 2005).

« EN 2007, LA CROISSANCE EST TIRÉE PAR LA CONSOMMATION FINALE MALGRÉ UN RECU DE 2 POINTS DE SA CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DU PIB (2,7 POINT CONTRE 4,7 EN 2006). »

Libellés	Evolution en volume au prix constant de 1999			2007		
	2005	2006	2007	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant -99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
(1) Consommation finale	7,3	5,0	2,9	2 988,2	2 576,4	2,7
Dont : Ménage	6,9	2,6	1,8	2 214,1	1 914,5	1,2
Administrations publiques	8,6	13,2	6,2	774,1	661,9	1,4
(2) Investissement : (21) +(22)	18,3	0,0	7,9	714,5	657,3	1,8
(21) Formation brute de capitale fixe	16,0	2,1	9,0	687,9	651,0	2,0
Dont : Privée	21,0	-7,2	-2,7	294,6	286,9	-0,3
publique	10,7	13,2	20,3	393,3	364,0	2,2
(22) Variations des stocks	119,0	-50,6	-47,0	26,7	6,4	-0,2
(3) Exportation nette (31) - (32)	13,7	-9,6	2,1	-464,9	-387,1	-0,3
(31) Exportations	2,4	25,0	5,3	342,4	262,2	0,5
(32) Importations	9,8	1,5	3,4	807,2	649,3	0,8
PIB = (1) +(2) +(3)	8,7	6,3	4,1	3 237,8	2 846,6	4,1

Source : INSD, Comptes nationaux, base 1999

L'INVESTISSEMENT

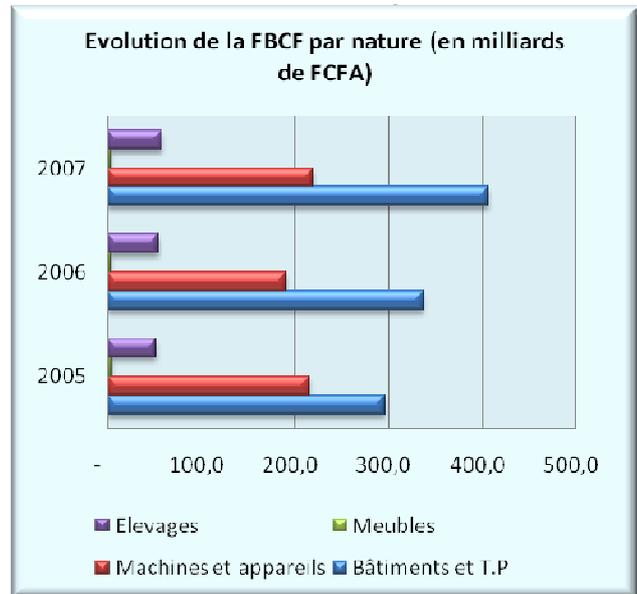
Reprise remarquable des investissements en 2007 malgré la poursuite du déstockage

Les investissements en 2007 progressent par rapport à 2006 sous l'effet de la FBCF publique. Le taux d'accroissement de l'investissement en volume passe en effet de 2,1% en 2006 à 9,0% en 2007. La FBCF publique a enregistré une hausse de 20,3% tandis que la FBCF privée connaît une baisse de 2,7%. Cette reprise des investissements par rapport à 2006 est attribuable à la mise en place et à l'amélioration d'un cadre légal et réglementaire favorable

issu des concertations Gouvernement/secteur privé. Cela permet une mise en confiance des opérateurs dans la réalisation de leurs activités.

Comme en 2006, les principales composantes de la formation brute de capital fixe sont respectivement BTP (59,2%), machines et appareils (31,9%) et les produits de l'élevage (8,5%).

Les stocks en 2007 poursuivent leur baisse entamée depuis 2005. Ce déstockage constitué principalement de produits alimentaires s'explique par la mauvaise campagne agricole 2007/2008.



LES ÉCHANGES AVEC L'EXTÉRIEUR

Accroissement du déficit du solde des échanges avec l'extérieur

Le solde des échanges avec l'extérieur reste déficitaire et se dégrade (-39,8 milliards FCFA), en raison d'une contraction des exportations et d'une augmentation des importations. Ainsi, le déficit commerce s'accroît de 9,4% en valeur, soit

14,4% du PIB. En volume, sa contribution à la croissance s'établit à -0,3 point contre 1,6 point en 2006.

Une contraction des exportations

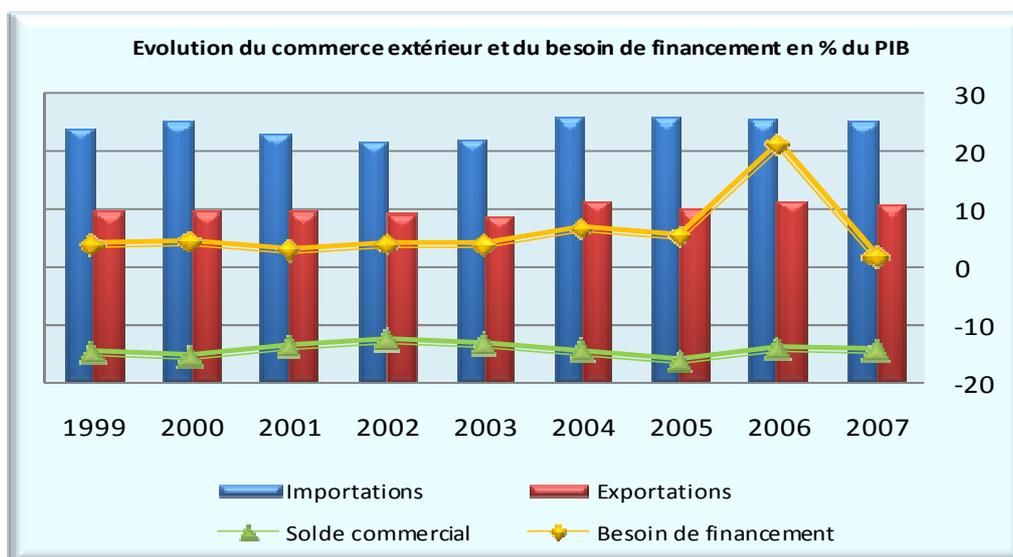
Les exportations diminuent de 1,3% en valeur en 2007. Cette contraction est liée à la baisse des exportations du Burkina en coton fibre qui

constitue le principal produit exporté du pays.

Faible croissance des importations

Quant aux importations, elles augmentent de 4,6%. Cet accroissement concerne les principaux produits, notamment les biens d'équipement, les produits pétroliers et les biens intermédiaires.

« LE SOLDE DES ÉCHANGES AVEC L'EXTÉRIEUR RESTE DÉFICITAIRE ET SE DÉGRADE (-39,8 MILLIARDS FCFA), EN RAISON D'UNE CONTRACTION DES EXPORTATIONS ET D'UNE AUGMENTATION DES IMPORTATIONS. »



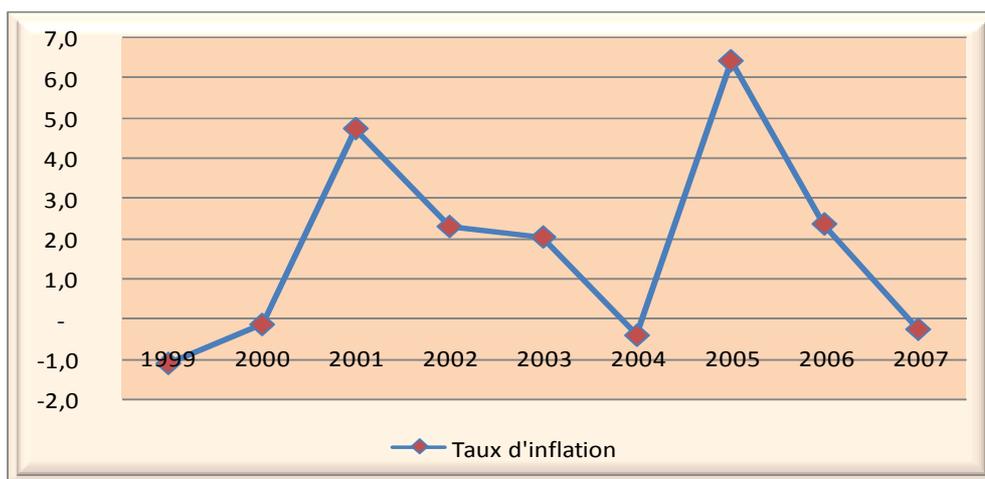
LA FORMATION DES PRIX

Une baisse de l'inflation en 2007

La tendance baissière de l'inflation entamée en 2006 s'est poursuivie en 2007, pour se situer à -0,3%. Cette évolution est due aux composantes importantes de

l'indice général des prix à la consommation qui ont diminué sur toute l'année. Les fonctions de consommation qui ont le plus joué dans la baisse de l'indice général des prix à la consommation (en moyenne annuelle par rapport à 2006) sont : les

« produits alimentaires » (-1,6%), le « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-1,6%) et les « transports » (-1,9%). Ces trois postes représentent près de 60% des pondérations de l'indice général.



« LA TENDANCE BAISSIÈRE DE L'INFLATION ENTAMÉE EN 2006 S'EST POURSUIVIE EN 2007. AINSI LE TAUX D'INFLATION A ÉTÉ DE -0,3%. »

Une baisse des prix à l'exportation et des termes de l'échange

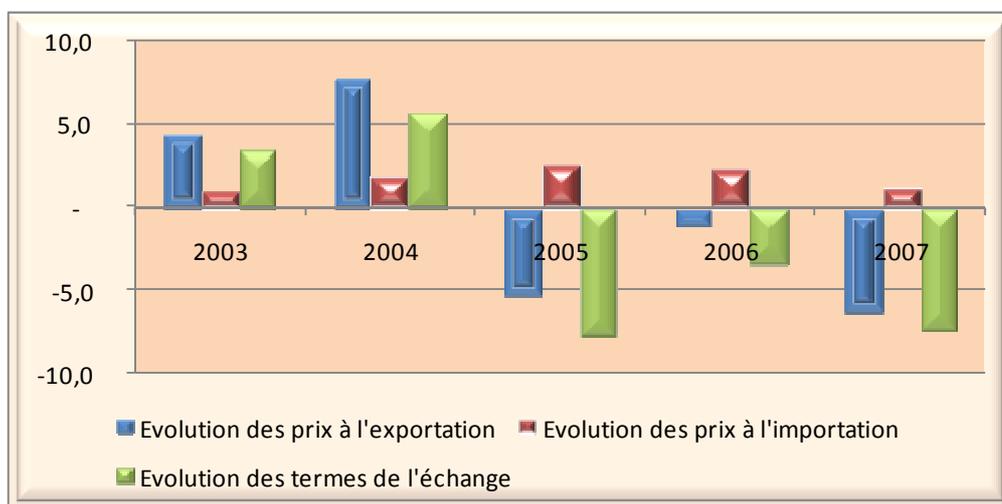
Dans un contexte international difficile marqué par une baisse des prix des matières premières et une faible hausse des prix à l'importation, les termes de l'échange ont subi une dégradation continue depuis 2004.

En effet, les prix à l'exportation ont diminué de 8,7 points en 2007 contre -1,6 point en 2006. Cette évolution s'explique principalement par la baisse du prix du coton.

En ce qui concerne les prix à l'importation, ils ont augmenté de 1,4 point en 2007 contre 2,8 points l'année

précédente. Ce niveau est imputable à la réduction des prix des produits pétroliers sur le marché international.

En conséquence, les termes de l'échange ont perdu 8,3 points, en passant de 113,3 en 2006 à 105,0 en 2007.



LE POUVOIR D'ACHAT ET LE REVENU DISPONIBLE

En 2007 le revenu disponible brut des ménages augmente de 1,6%, en décélération cependant par rapport au niveau atteint l'année précédente. Cette évolution résulte principalement de la baisse des transferts courants nets des ménages qui s'établit à -35,7% contre -4,5% en 2006. De plus la rémunération totale des salariés reçue par les ménages n'a augmenté que de 2,7% en 2007.

En conséquence, le pouvoir d'achat des ménages ressort faiblement à la hausse de

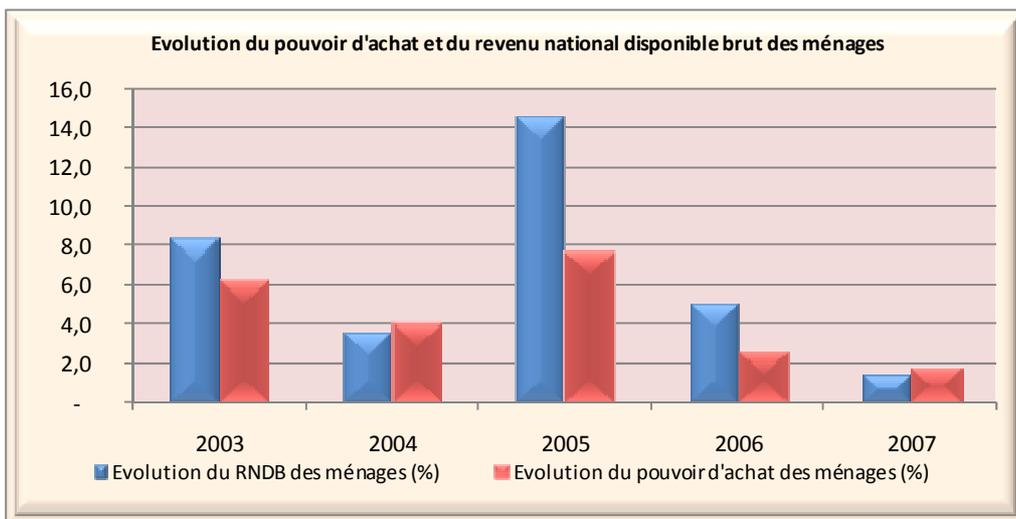
1,8% contre 2,7% en 2006, et 7,7% en 2005, malgré la baisse de l'inflation.

Une quasi-stabilité du taux d'épargne et une baisse du taux d'épargne financière des ménages

Le taux d'épargne (rapport de l'épargne brute au RDB des ménages) des ménages est quasi-stable en 2007, et s'établit à 10,5%. Cependant, dans l'ensemble, ce taux est jugé faible en raison du bas niveau de revenus des ménages, et dont la grande

partie est consacrée à leur dépense de consommation.

Le taux d'épargne financière des ménages en 2007 (rapport de la capacité de financement au revenu disponible des ménages) est en décélération et s'établit à 2,9% contre 3,2% en 2006. Cette évolution traduit un recul des placements financiers des ménages, et par conséquent une contribution en diminution au financement de l'économie.



« LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES RESSORT FAIBLEMENT À LA HAUSSE DE 1,8% EN 2007 CONTRE 2,7% EN 2006, MALGRÉ LA BAISSÉ DE L'INFLATION »

LA SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS

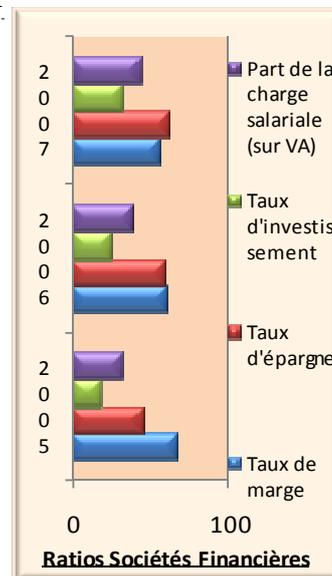
Une forte baisse de l'investissement et de l'épargne des sociétés non financières

Le taux d'épargne des sociétés non financières qui est la part des revenus qu'elles consacrent à l'augmentation de leur patrimoine a subi une forte baisse en 2007 (20,7% en 2007 contre 32,4% en 2006) occasionnant une baisse

du taux d'investissement qui passe de 31,8% en 2006 à 31,0% en 2007. Le taux d'autofinancement évolue dans le même sens et baisse de 35 points par rapport à 2006. Quant aux sociétés financières, leur taux d'épargne croît légèrement, passant de 59,4% en 2006 à 61,8% en 2007 et leur taux d'investissement enregistré

une nette amélioration par rapport à 2006 (23,7% en 2006 contre 32% en 2007).

La part de la charge salariale sur la valeur ajoutée des sociétés qui avait subi une légère baisse en 2006 augmente légèrement pour se fixer à 37% occasionnant une baisse de leur taux de marge.



LA SITUATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Hausse des dépenses publiques

En 2007, les dépenses publiques ont augmenté de 14,6% en raison essentiellement de la hausse des dépenses de personnel liée à la poursuite de la régularisation des avancements et par l'augmentation de 5,0% des salaires décidée par le Gouvernement en avril 2007.

Quant aux recettes totales,

elles enregistrent une hausse de 11,2% en 2007, en raison de l'augmentation des recettes fiscales (essentiellement les taxes sur bien et services).

Concernant la dette publique, son encours s'inscrit en hausse de 10,5% en 2007. Cette évolution s'explique par l'augmentation de 7,3% de la dette extérieure, en relation avec un volume de

tirages plus importants effectué par rapport aux remboursements au cours de la période.

Dans l'ensemble, le déficit public rapporté au PIB ressort à 4% contre un excédent de 19,4% en 2006 en raison de la prise en compte de la remise de dettes dont le pays a bénéficié l'année précédente.



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DÉMOGRAPHIE

Avenue Pascal Zagré, Ouaga 2000,
01 BP 374 Ouagadougou

Tél : (+226) 50 37 62 04
(+226) 50 47 80 51

Messagerie : insdbf@yahoo.fr

RETROUVEZ NOUS SUR LE
SITE WEB :

WWW.INSD.BF

GOUVERNER C'EST PRÉVOIR,
PRÉVOIR C'EST CONNAÎTRE,
CONNAÎTRE C'EST MESURER

Directeur Général : **Bamory OUATTARA**

**Directeur des Statistiques et
des Synthèses Economiques :** **Namaro YAGO**

**Chef de service des
comptes nationaux :** *B. François RAMDE*

Rédacteurs :

Ibrahima SORY

Pousga Dieudonné SAWADOGO

Issaka NIANGAO

Issa ZERBO

N. Augustin KABORE

Relecteurs :

Emmanuel NGOK (AFRISTAT)

Pascaline OUOBA

David TIENDREBEOGO

Maliki OUEDRAOGO

Edouard TAPSOBA

Yacouba TRAORE

Elysée KABORE
